

Les crédits

La question est de savoir pourquoi nous sommes tombés aussi bas, pourquoi nous en sommes arrivés au point où tous les partis ont de la difficulté à trouver de bons candidats pour les représenter aux élections. Nous semblons avoir moins de difficulté que les autres, mais je crois que c'est un problème qui touche tous les partis.

Le gouvernement d'en face a montré depuis 1984 que la confiance du public représente pour lui ce qu'une vache malade représente pour un vautour. Y a-t-il un autre gouvernement dans toute l'histoire de notre pays qui se soit attiré autant de reproches de la part des Canadiens que celui que nous avons actuellement?

Permettez-moi de vous donner quelques exemples du genre de choses qui inquiètent les Canadiens. Voici un article publié le 21 février 1990 dans le *Globe and Mail* et intitulé «Le voyage du premier ministre au Costa Rica coûte 670 000 \$».

L'article dit ceci: «Le gouvernement a dépensé 296 000 \$ pour l'avion militaire, et son équipage, qui a servi à transporter d'Ottawa au Costa Rica l'entourage du premier ministre et l'équipement, dont deux limousines blindées de marque Oldsmobile. Il a aussi dépensé environ 136 000 \$ pour les frais de voyage des fonctionnaires qui accompagnaient M. Mulroney.»

Voici un autre article publié cette fois dans le *Toronto Star* le 6 décembre 1989. Il dit ceci: «Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Joe Clark, a dépensé 165 438 \$ pour aller à Paris et à Londres. Clark et trois fonctionnaires n'ont pas pu prendre un vol commercial pour se rendre à Paris en août parce que le ministre devait assister à une séance tardive de la réunion annuelle du Parti progressiste conservateur. Le Challenger les a déposés à temps pour qu'ils puissent assister à une conférence au Cambodge et est ensuite revenu, vide, à Ottawa. Ce voyage a coûté 85 000 \$.»

• (1630)

Il y a tellement d'histoires, madame la Présidente, qu'on ne sait plus où s'arrêter. En voici une en français.

[Français]

J'ai ici un autre article en français, de M. Marcel Adam, de *La Presse* du 27 mai 1989, et je cite: «Depuis leur accession au pouvoir, il y a cinq ans, les Conservateurs ne cessent de confirmer leurs déplorables carences au chapitre de la moralité publique et de l'éthique parlementaire. Par la faiblesse de leur tonus moral, ils sont en train de se ranger parmi les partis gouvernementaux les plus corrompus ayant affligé la politique fédérale à une époque que l'on croyait révolue depuis quelques décennies.

[Traduction]

Voici ce que je lis dans le *Ottawa Citizen* du 2 février, sous la plume de Don McGillivray, que le leader du gouvernement à la Chambre ne semble pas priser particulièrement. Je ne vais donner aucun nom. Je m'en tiens aux généralités.

N'y aura-t-il donc jamais de fin au défilé des ministres, des députés et des fonctionnaires qui profitent de leurs fonctions officielles pour desservir leurs intérêts personnels?

Voici un autre extrait de *La Presse*.

[Français]

L'article date du 8 novembre 1990 et s'intitule: Deux Canadiens sur trois croient que le favoritisme et la corruption s'accroissent à Ottawa, et je cite: «Près des deux tiers des Canadiens, 65 p. 100, affirment constater une recrudescence au favoritisme et à la corruption politiques à Ottawa, tandis que 6 p. 100 seulement prétendaient que ce mal est moins répandu que par le passé.»

[Traduction]

Voici maintenant un passage de *The Gazette*, édition du 24 mai 1991. Presque toutes les semaines, on pourrait trouver un article semblable dans le journal. Le titre est le suivant:

Une firme fondée par un adjoint de Mulroney a décroché un marché de 700 000 \$

À peine deux mois après que l'Agence canadienne de développement international eut accordé à SECOR Inc. de Montréal le contrat d'examen de la gestion stratégique, d'une valeur de 700 000 \$, Marcel Côté a quitté le cabinet du premier ministre pour retourner travailler dans cette firme qu'il a fondée.

Depuis 1984, les scandales, les nominations entachées d'un favoritisme flagrant et les comportements d'une éthique douteuse, chez les ministres du Cabinet, se succèdent avec une imperturbable régularité. Permettez-moi de citer les propos que tenait l'ancien chef de mon parti, John Turner, à Montréal, en mars 1987 au sujet de ce qu'il a appelé la crise de confiance dans le régime politique.

En confondant les intérêts personnels, ceux du parti et ceux de l'État, le gouvernement Mulroney a sapé les fondements mêmes de l'État. Dans notre régime actuel, il existe une distinction claire entre l'État, le premier ministre et le parti de la majorité. Leur victoire éclatante de 1984 n'autorise pas les conservateurs à se servir de leur position, qui doit les placer au-dessus des intérêts personnels et des intérêts du parti. L'État doit servir l'intérêt commun, non l'intérêt personnel d'un petit groupe. Devant pareille situation, la passivité n'est pas de mise, car je suis certain que personne ne peut diriger notre pays sans s'appuyer sur la confiance de la population. Cette confiance se mérite.

Il a ensuite dit que les parlementaires sont les fiduciaires des institutions démocratiques. «Il faut les renforcer, pas les miner.» Il a parlé de la nécessité d'établir un code de conduite qui dicte un comportement honnête, etc.